

Grands-Lacs Confidentiel
Fonde le 13 janvier 1999.
Cahier de Grands-Lacs Numero 22,
Edition du 29 mai, 2000

Grands-Lacs Confidentiel (Glac) a reçu la copie du document ci-dessous sur les Accords de Lusaka. Il est signé Solidarite Shirika la Kivu, une organisation basée à Ottawa dans la capitale fédérale canadienne. Glac, dans sa rubrique 'Cahier de Grands-Lacs', veut le partager avec ses lecteurs sur l'épineuse question de la survie de la Rd Congo en rapport avec lesdits accords et la complicité des grandes puissances qui en fait visent autre chose: les richesses naturelles du pays.

Equipe de Glac.

DIALOGUE INTER-CONGOLAIS: UN PIEGE OU UN POISON?

SOLIDARITÉ SHIRIKA LA KIVU
P.O BOX 9355 STN "T"
OTTAWA, ONTARIO. K1G 3V1
CANADA
Courriel: shirikalakivu@hotmail.com

Ottawa, le 26 mai 2000

Par diverses sources médiatiques, nous venons d'être informés de la présence au Congo d'une forte délégation onusienne conduite par le représentant américain à l'ONU, Mr Richard Hoolbrook; laquelle a pour mission de raviver le cœur des accords de Lusaka, à savoir le "dialogue inter-congolais".

Nous, Congolais ressortissants du Kivu, regroupés au sein de l'organisation Solidarité Shirika la Kivu, nous interrogeons sur le mobile de cette mission qui, comme d'autres du genre, ne révèle jamais les vrais agendas. Les accords de Lusaka sont sujets de diverses interprétations selon qu'on soit alimenté par l'axe Kampala-Kigali-Washington d'un côté et de Kinshasa de l'autre. Ces visions contradictoires dictées par des intérêts différents soulèvent des interrogations sur les chances réelles du dialogue inter-congolais à tel point qu'on se demande s'il ne s'agira pas d'un

dialogue des sourds. Le premier axe, vrai concepteur desdits accords, croit gagner " politiquement ", car la pression militaire restera constante sur le dialogue, tandis que l'autre grâce à l'appui qu'il a du peuple, asseoir un pouvoir nationaliste depuis lors décrié par les intérêts étrangers.

Bien que le concept du "dialogue inter-congolais " ne soit pas étranger chez les congolais d'aujourd'hui, un peu comme le fut il y a une dizaine d'années la conférence nationale souveraine (cns), le flou et le contexte dans lequel se développe le concept suscitent pour les esprits avisés, plus d'inquiétudes que d'espoir. Beaucoup sont ceux qui croient que le dialogue inter-congolais, tel que compris par l'axe des agresseurs, risque de plonger le pays dans une catastrophe, qui rappelle le Rwanda après les accords d'Arusha. Tous les ingrédients sont là pour soit la " partition " de fait, soit la "somalisation" du pays. Dans les deux cas, ce sont encore les congolais des territoires occupés, surtout ceux du Kivu, qui paieront la grosse facture (massacre, pillage etc).

Les congolais non branchés pensent que le dialogue inter-congolais vise la démocratisation du pays, le partage du pouvoir et enfin la fin de la guerre. Hélas, Ils se trompent sur toutes les lignes. Pourquoi ces mêmes puissances n'avaient-elles pas soutenues la CNS? Nul n'est besoin de rappeler que face à ce tableau apocalyptique, les événements récents de Kisangani ne sont qu'une illustration et devraient servir de leçon aux compatriotes congolais tandis que la communauté internationale devrait se cacher de honte. Douleur au cœur, nous communions avec nos familles (parents, frères, sœurs, tantes, oncles, amis, voisins et) victimes innocemment de la barbarie tutsi.

En effet, il n'est pas besoin de rappeler que les congolais dans leur grande majorité manifestent une méfiance à ces accords qui, visiblement, ne sont qu'en faveur de l'axe qui les a concoctés. Pour mieux comprendre les aspirations cachées des parrains de la " rébellion ", jetons un œil critique sur certains indices révélateurs de Mmes Susane Rice et Albright et, enfin de leurs mains exécutantes dans la région des grands lacs africains.

Quelques points saillants desdits accords d'abord :

L'article 3 (11) se lit comme suit:" There shall be a mechanism for disarming militias and armed groups, including the genocidal forces. In this context, all Parties commit themselves to the process of locating, identifying, disarming and assembling all members of armed groups in the DRC. Countries of origin of members of the armed groups, commit themselves to taking all the necessary measures to facilitate their repatriation. Such measures may include granting of amnesty in countries where such a measure

has been deemed beneficial. It shall, however, not apply in the case of suspects of the crime of genocide. The Parties assume full responsibility of ensuring that armed groups operating alongside their troops or on the territory under their control, comply with the processes leading to dismantling of those groups in particular ".

Il apparaît évident et sans équivoque que les accords s'engagent à neutraliser toute force ou résistance qui tenterait de les dérailler [accords]. Or, dans l'esprit des agresseurs, le groupe visé serait sans doute le MAYI-MAYI : expression par excellence du peuple. N'ayant jamais accepté la domination étrangère sur leur territoire - ni moins croire à ces accords triqués, les congolais du Kivu ont exprimé dès le début de l'occupation, leur colère par ce mouvement populaire appelée FORCES D'AUTO-DEFENSE POPULAIRE et la désobéissance civile à l'autorité du RCD. Ces gestes patriotiques sont perçus par les envahisseurs comme une menace à leur plan d'hégémonisme dans la région des grands lacs africains. Un peu comme si la communauté internationale devait, en 1942, signer des ententes avec HITLER pour mettre fin à la résistance française pour ne citer que celle-là.

Selon l'axe Kampala-Kigali-Washington, ce sentiment d'attachement à la patrie doit être réprimandé violemment et combattus sous toutes ses formes. Malheureusement, leur machiavélisme est entrain de se solder par un échec cuisant, car ce mouvement patriotique devient de plus à plus fort et généralisé.

C'est dans cette logique de stratégies d'éradiquer à jamais toute forme de résistance patriotique des congolais surtout celle du Kivu, qu'il faut comprendre la mission de la délégation onusienne conduite par Richard Hoolbrook, la Monuc, les Casques Blues. Arrivera-t-elle à le réaliser? La réponse reste ouverte. Dans l'instant, les congolais du Kivu sont déterminés à ne jamais se laisser intimider ni laisser souiller la terre de leurs ancêtres par les impostures.

Parlant de l'axe Kampala-Kigali-Washington, Mme Rice révélait vers la fin 1999: " Nous travaillons dans le sens de combattre tous ceux qui pourraient commettre un génocide dans la région. Nous encourageons la mise sur pied d'une politique de transition inclusive. Par conséquent, nous sommes engagés dans une politique de soutien au peuple congolais [comprenez les Tutsi] qui a beaucoup souffert sous la tyrannie de Mobutu Sese Seko. Ce processus doit conduire à une transition vers un État démocratique respectueux des droits fondamentaux de citoyenneté de tout congolais (!). En plus, cette situation pourra nécessiter la présence d'une force

internationale de maintien de la paix pour superviser le cessez-le-feu, le retrait éventuel des troupes étrangères et l'échange de prisonniers, pour ainsi donner des assurances aux

Congolais [lesquels?] durant la transition ". [Traduction]

Loin de vouloir vous interpréter ce texte, les esprits avisés doivent savoir qu'il s'agit ici de ces fameux tutsi qui, par spoliation et tricherie de l'histoire, se disent être déniés la nationalité congolaise et qui sont sujets d'un génocide imaginaire en préparation.

Dans les esprits des agresseurs ainsi que leurs corrompus congolais (marionnettes), ce forum (dialogue inter-congolais) est une occasion noble d'obtenir ce qu'ils n'ont pas pu obtenir par les armes: la nationalité congolaise, la soif démesurée d'un empire utopique HIMA, des contrats à rabais, et enfin le pouvoir pour ces traîtres congolais.

Vu les échecs tant militaire que politique et les défections quotidiennes au sein de leur mouvement (RCD), les agresseurs n'ont aujourd'hui qu'une seule porte d'espoir : les accords de Lusaka. C'est pourquoi, nous observons un tel l'engouement de leur côté. Pourquoi gaspiller une telle énergie pour la tenue du dialogue inter-congolais alors que hier c'était l'arrogance des armes? D'ailleurs, l'initiative d'un dialogue n'est pas congolaise -du moins du gouvernement congolais. Elle est plutôt de l'extérieur.

Cette démarche rusée à l'apparence légale inquiète sérieusement les congolais qui voient ni moins ni plus le début de la conquête de terre, l'impérialisme tutsilisé.

Et Mme Albright de renchérir avec constance lors de sa présentation au conseil de sécurité des nations unies à New-York, le 24 janvier 2000, que le "dialogue inter-congolais " sera un aboutissement qui fera que la RDC ne soit plus jamais le paradis pour des forces négatives pour déstabiliser les pays voisins.

Pour les tutsi et leurs alliés Pentagone, les Hutu étant de souche BANTU, ils sont chez eux en RDC. Tout congolais opposé à leur hégémonie devient Hutu et, par voie de conséquence " génocidaire ". C'est pourquoi, mme Albright qualifie la force d'auto-défense populaire d'une force négative. En d'autres termes, les Mayi-Mayi sont des interahamwe et vice versa et qu'il faut combattre à tout prix..

Que pensent les exécutants sur terrain, les nouveaux rois et princes dahoméens, les gérants modernes des comptoirs esclavagistes des cotes africaines? Sous la plume de Ken-Wise, dans " une note sur les Banyamulenge " publié dans l'observatoire de l'Afrique Centrale (début mars 2000), nous

apprenons que le " Les problèmes spécifiques auxquels est confrontée la communauté banyamulenge dans les domaines de la sécurité, des droits civiques et de la discrimination dont ses membres sont victimes, ne figurent tout simplement pas dans l'Accord de paix de Lusaka ". Ceci rejoint à merveille les préoccupations déjà soulignées par Mme Rice qui n'a de soucis que pour " une minorité " ainsi exclue. Un peu plus loin dans son texte, l'auteur au pseudonyme de Ken-Wise dit que contrairement au Rwanda-Burundi où on parle de la dualité Hutu-Tutsi, en RDC précise-t-il, on parle plutôt des Congolais et des Tutsi-Congolais (ou Banyamulenge). Cette vision impensable quand on considère la grandeur de la RDC et surtout de la bonne cohabitation multiculturelle de ses plus de 400 groupes ethniques, démontre tout simplement la mauvaise foi qui caractérise nos immigrants manipulés par leurs frères Tutsi.

Pour sécuriser leurs congénères et qu'il (Kigali) se met à l'abri des menaces des interahamwe, Kigali pense que le dialogue inter-congolais reste la seule voie pour reconnaître la citoyenneté congolaise aux fictifs >banyamulenge. Au retour, ces derniers serviront de l'œil et de l'oreille de Kigali en RDC. Cela permettra impunément à Kigali de faire la chasse à cette innocente population accusée de pactiser avec les MAYI-MAYI, perçus comme un obstacle majeur à leur projet machiavélique. Tout cela n'est aussi possible que s'il y a un gouvernement à obédience Tutsi à Kinshasa. D'où, l'agenda caché des accords de Lusaka. Nul n'ignore que Kigali cherche diriger et exploiter sous couvert de ces fameux " banyamulenge " qu'ils appellent encore " Tutsi congolais " ou " congolais d'expression rwandophone " .

Il est clair dans les esprits des observateurs avisés, surtout ceux du Kivu, que l'acquisition de la citoyenneté congolaise par les sujets rwandais floue les congolais car, elle ouvre automatiquement les portes d'auto-proclamer unilatéralement les territoires qu'ils occupent comme étant les leurs.

Cette erreur des congolais, si jamais elle se produit, est similaire pour ne pas dire simultanée à la ruse des Albanais au Kosovo d'aujourd'hui. En d'autres termes, à moyen et long terme, les droits de ces rwandais en RD.Congo et les conséquences que cela comporte seront à jamais scellés. Lentement mais sûrement, on assiste donc politiquement à la naissance d'un groupe d'immigrants et de réfugiés tutsi qui ont des droits de revendiquer des terres à l'est du Congo tels que les immigrants Albanais au Kosovo occupent le monopole du Kosovo d'aujourd'hui. En d'autres termes, son instrumentalisation dans les agressions répétitives du pays et la recherche

de son positionnement politique propre contre les hôtes qui les ont accueillis seront légaux et incontournables.

On ne dira pas assez : "SI LES SERBES L'AVAIENT SU, ILS AURAIENT DU AUSSI ."

Grands Lacs Confidentiels (GLAC), dans son bulletin d'information pour la région des grands lacs, numéro 28, révèle un document intéressant qui met à nu les ambitions de la domination tutsi en Afrique centrale. Il écrit: " Dans les milieux tutsis, il s'appelle 'Institut de Havila' et 'rassemble pas moins de sept centres de Recherche, d'Intervention et de Rayonnement, implantés sur presque tous les continents'. Ces centres ont l'objectif commun de restituer et de faire revivre la <<mémoire perdue>> des douze codes hébraïques qui ont caractérisé, depuis des millénaires, la civilisation des peuples kushitiques de l'Abyssinie Méridionale (Rwanda, Burundi, Buha, Ankole, Buhavu, etc.) et gardiens des Mines du Roi Salomon'. Chacun de sept centre de l'institut de Havila a sa mission ". On peut citer quelques uns de ces centres tels que centre Gedeon (chargé de questions sécuritaires et stratégies), centre Roi Salomon (traite les questions économiques et financières), centre Mulenge de technologies de communication) etc. Bref, tous ces centres ont un dénominateur commun qui est celui de réécrire, à leur convenance, l'histoire des tutsi. Plusieurs irritants se retrouvent dans la citation, mais les plus importantes seraient cette tendance à la judaïsation des Tutsi, le fait d'identifier des territoires entiers comme les leurs au moment où ils y constituent une minorité et, comme si l'absurde ne peut avoir de fin, le fait de citer le Buhavu (zones administratives de Kalehe et d'Idjwi en RDC), territoire des Bahavu qui n'ont rien avoir avec les Tutsi.

Aussi à propos des " mines du roi Salomon " GLAC citant l'Agence France Presse (AFP) du 18 septembre 1998, dans une dépêche intitulée: " L'or du Kivu, engin caché du conflit en RDC ", rapporte une légende qui situerait les fameuses mines d'or du roi Salomon dans la région du Kivu, territoire sous occupation Tutsi. A vrai dire, il ne s'agit pas seulement d'or ni du Kivu, il s'agit de piller l'État congolais avant qu'on arrive à le démanteler. Pour jeter la confusion à la malignité tutsi, ils tirent un rapprochement entre le mine d'or de roi Salomon (l'or du Kivu) et le Buhavu. Cela revient à faire croire que le Kivu a toujours été leur grenier. Pour illustrer la jalousie et l'envie que les rwandais se sont toujours nourris au sujet du Kivu, le discours de l'ex-président du Rwanda Pasteur Bizimungu à Cyangugu (Rwanda) en 1996, la proclamation par les sujets rwandais de la République de l'Est du Congo, de la République du Sud-Kivu (1996) en fin de la République du Kivu (1998) etc en sont des exemples

parmi tant d'autres.

L'agence PanaAfrican News Agency (PANA), dans son article du 27 janvier 2000, ne rapporte-t-il pas un projet d'eau du Congo vers l'Israël?

Curieusement, ce projet s'appellerait "Pipeline du Roi Salomon ", un nom déjà utilisé par les tutsi à la recherche d'une identité. Simple coïncidence ou un fait réfléchi?

Pour distraire les aveugles et pour équilibrer leurs dépenses dit au financement de cette guerre d'agression, les compagnies ou les multinationales via les hommes politiques ont créé un mécanisme élastique et absurde qui sont les accords de Lusaka. Ceci a pour objectif de filer la facture de leur mésaventure aux congolais en ayant suffisamment du temps pour piller sauvagement les richesses naturelles dans les territoires occupés. Cela n'est possible pour longtemps ou en court terme qu'en plaçant leurs marionnettes à la tête du pays ou à des postes clés. Les casques bleus et la Monuc joueront surtout le rôle de bouclier ou de couvreur. Aussi longtemps que cela n'entrave pas ou ne constitue pas un obstacle aux intérêts de leurs maîtres, Kampala et Kigali pourraient toujours se bombarder à Kisangani. Quand Susane Rice parle d'une politique de transition inclusive, c'est préparer les congolais à accepter le retour des étrangers, des criminels et des traîtres tels que Bizimana Kaharamuheto, Kengo (polonais), Nyarugabo, James Kabarere, Déograsias Bugera, Lunda Bululu, Tambwe Mwamba, Ilunga, Wamba dia Wamba, Bemba etc. La supériorité de ces combattants sans aucun soutien (logistique et financier) n'est plus à douter ni à prouver. Son efficacité et sa détermination à défendre sa patrie font peur aux rwandais et leurs alliés américains.

Bien que les agresseurs prétendent contrôler tout le Kivu, plusieurs villages ou cités leur échappent jusqu'aujourd'hui. C'est pourquoi, de Kigali à Washington via Kampala, leurs stratégies passent jour et nuit à figurer leurs stratégies pour neutraliser cette résistance qui, menacerait leurs intérêts, dit-on dans les couloirs. Une de leurs stratégies est de diaboliser les May-Mayi sur la scène internationale en les présentant comme une force négative qui pactise avec les Interahamwe.

En assimilant le patriotisme Kivutien aux Hutu Interahamwe, ex-FAR etc auxquels ils ont réussi d'ailleurs à coller l'étiquette de "génocidaires " comme si le Front Patriotique Rwandais (FPR) de Kagame, assassin des présidents HABYARIMANA et NTARIAMIRA (source : National Post) ainsi qu'un millier des Hutu est saint, les américains espèrent isoler et étouffer cette résistance populaire. Réussiront-ils à le faire? Encore, ils se

trompent. Convaincus d'avoir exploité au maximum l'accord d'Arusha à leurs fins, les tutsi espèrent tirer les mêmes profits en utilisant l'accord de Lusaka (MONUC, Casques Bleus et dialogue inter-congolais). Ne regardant pas plus loin que leurs nez, les naïfs pensent que les objectifs desdits accords de Lusaka pour la RDC sont différents de ceux d'Arusha pour le Rwanda. Si le lieu géographique a changé, les acteurs ainsi que leurs missions par contre sont restés les mêmes.

A la lumière du discours de Mme Albright, nettoyer la RDC, c'est se rassurer que les compagnies et/ou les multinationales américaines, britanniques et Juives ont les mains libres sur les minerais, richesses naturelles etc ou avoir des contrats bidons au profit de leurs poches afin d' appauvrir davantage les congolais. Oui, la guerre que se livrent Kampala contre Kigali ne les empêche pas de piller, de s'enrichir comme vient de le confirmer l'Agence Presse Service dans son édition du 12 mai 2000. Selon Howard Jeter sous-secrétaire d'État adjoint américain aux affaires africaines, le trafic illicite de diamants alimente les conflits en Sierra Leone, en Angola, RDC et ailleurs. M. Jeter a révélé que les dix dernières années, les États-Unis ont dépensé deux milliards de dollars au titre de l'aide humanitaire en Sierra Leone, en Angola, au Liberia et au Congo. Pendant ce temps, dix milliards de dollars de bénéfice ont été tirés de la contrebande de diamants provenant de ces quatre pays. Le sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines a précisé que ces sommes sont tombées entre les mains de rebelles qui ont acheté des armes.

Ces deux dictateurs de la région des grands lacs africains se rossent pour arracher la place d'un bon élève et d'un fidèle servant auprès du maître. Au moment où les congolais pleurent leurs morts et leurs infrastructures détruites, ces multinationales quant à elles empochent des profits de cette bataille de diamant, de l'or et autres. Et quand ces mauvais chefs africains s'anéantiront sur leurs frontières, seraient-ils de " mercenaires " internationaux à la "Bob Denard " qui poursuivrons l'uvre?

C'est dans ce contexte douloureux qu'il faut comprendre la présence d'un " renard " en RDCongo et du dialogue inter-congolais qui n'est autre qu'un piège pour les congolais mais un poison pour les Kivutiens.

Pour Solidarité Shirika la Kivu

Justin Materania

COMITE EXECUTIF